|  |  |
| --- | --- |
| **LOI N° 97-005**  **DU 10 MARS 1997**  **portent autorisation  de ratification de la Convention n° 98 concernant l’application des principes du droit d’organisation et de négociation collective collective, OIT,**  **1949 32è session**  *(JO n°2422 du  24 mars 1997 p 623)*      **Article premier** -Est autorisée la  ratification de la Convention n° 98 concernant l’application des principes du droit d’organisation et de négociationcollective , OIT, 1949 32è session | **LALANA N° 97-005**  **TAMIN’NY 10 MARSA 1997**  **anomezan-dàlana ny fankatoavana nyFifanarahana laharana faha-98 mikasika nyfampiharana ny fenitra itondrana ny lamin-draharaha sy ny fifampiraharahana iombonambeOIT, tamin’ny taona 1949, fotoam-pivoriana faha-32**  **(***idem)*  **Andininy voalohany -**Omen-dàlana ny fankatoavanany Fifanarahana laharana faha-98 mikasika nyfampiharana ny fenitra itondrana ny lamin-draharahasy ny fifampiraharahana iombonambe OIT, tamin’nytaona 1949, fotoam-pivoriana faha-32 |

|  |  |
| --- | --- |
| **DECRET N° 97-1184**  **DU 23 SEPTEMBRE 1997**  **portant ratification de la Convention n° 98 concernant l’application des principes du droit d’organisation et de négociation collectivecollective, OIT, 1949 32è session***(J.O. n°2456  du 29.9.97, p.2000 )*        **Article premier -** Est ratifiée la Convention n° 98 concernant l’application des principes du droit d’organisation et de négociation collective adoptée par l’Organisation Internationale du Travail en 1949. | **DIDIM-PANJAKANA  N° 97-1184**  **TAMIN’NY 23 SEPTAMBRA 1997**  **anomezan-dàlana ny fankatoavana ny Fifanarahana laharana faha-98 mikasika ny fampiharana ny fenitra iton- drana ny lamin-draharaha sy ny fifampiraharahana iombonambe OIT, tamin’ny taona 1949, fotoam-pivoriana faha-32***(idem)*    **Andininy voalohany -**Ankatoavina ny Fifanarahana laharana faha-98 mikasika ny fampiharana ny fenitra itondrana ny lamin-draharaha fifampiraharahana iombonambe nolanian’ny OIT, tamin’ny taona 1949. |

**CONVENTION N° 98**

**sur le droit d’organisation et de négociation collective, 1949**

*adoptée le 01 juillet 1949*

*entrée en vigueur le 18 juillet 1951*

*ratifiée par Madagascar le 03 juin 1998*

La Conférence générale de l’Organisation Internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d’administration du Bureau International du Travail, et s’y étant réunie le 8 juin 1949, en sa trente-deuxième session ;

Après avoir décidé d’adopter diverses propositions relatives à l’application des principes du droit d’organisation et de négociation collective, question qui constitue le quatrième point à l’ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d’une Convention internationale,

Adopte, ce premier jour de juillet mil neuf cent quarante-neuf, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le droit d’organisation et de négociation collective, 1949 :

**Article premier**-  **1°**Les travailleurs doivent bénéficier d’une protection adéquate contre tous actes de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale en matière d’emploi.

**2°**Une telle protection doit notamment s’appliquer en ce qui concerne les actes ayant pour but de :

**a.**      Subordonner l'emploi d’un travailleur à la condition qu’il ne s’affilie pas à un syndicat ou cesse de faire partie d’un syndicat ;

**b.**     Congédier un travailleur ou lui porter préjudice par tous autres moyens, en raison de son affiliation syndicale ou de sa participation à des activités syndicales en dehors des heures de travail ou, avec le consentement de l’employeur, durant les heures de travail.

Art. 2  - 1°**Les organisations de travailleurs et d’employeurs doivent bénéficier d’une protection adéquate contre tous actes d’ingérence des unes à l’égard des autres, soit directement, soit par leurs agents ou membres, dans leur formation, leur fonctionnement et leur administration.**

2°**Sont notamment assimilées à des actes d’ingérence au sens du présent article les mesures tendant à provoquer la création d’organisations de travailleurs dominées par un employeur ou une organisation d’employeurs, ou à soutenir des organisations de travailleurs par des moyens financiers ou autrement, dans le dessein de placer ces organisations sous le contrôle d’un employeur ou d’une organisation d’employeurs.**

Art. 3  -  **Des organismes appropriés aux conditions nationales doivent, si nécessaire, être institués pour assurer le respect du droit d’organisation défini par les articles précédents.**

Art. 4  - **Des mesures appropriées aux conditions nationales doivent, si nécessaire, être prises pour encourager et promouvoir le développement et l’utilisation les plus larges de procédures de négociation volontaire de conventions collectives entre les employeurs et les organisations d’employeurs d’une part, et les organisations de travailleurs d’autre part, en vue de régler par ce moyen les conditions d’emploi.**

Art. 5  -  1°**La mesure dans laquelle les garanties prévues par la présente convention s’appliqueront aux Forces armées ou à la police sera déterminée par la législation nationale.**

2° **Conformément aux principes établis par le paragraphe 8 de l’article 19 de la Constitution de l’Organisation Internationale du Travail, la ratification de cette convention par un membre ne devra pas être considérée comme affectant toute loi, toute sentence, toute coutume ou tout accord déjà existant qui accordent aux membres des Forces armées et de la police des garanties prévues par la présente convention.**

Art. 6  - **La présente convention ne traite pas de la situation des fonctionnaires publics et ne pourra, en aucune manière, être interprétée comme portant préjudice à leurs droits ou à leur statut.**

Art. 7  - **Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquée au Directeur Général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.**

Art. 8  -  1°**La présente convention ne liera que les membres de l’Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur Général.**

2° **Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux membres auront été enregistrées par le Directeur Général.**

3°**Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.**

Art. 9  -  1° **Les déclarations qui seront communiquées au Directeur Général du Bureau International du Travail, conformément au paragraphe 2 de l’article 35 de la Constitution de l’Organisation Internationale du Travail, devront faire connaître :**

**a.**      Les territoires pour lesquels le membre intéressé s’engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées sans modification ;

**b.**     Les territoires pour lesquels il s’engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées avec des modifications, et en quoi consistent lesdites modifications ;

**c.**      Les territoires pour lesquels il réserve sa décision en attendant un examen plus approfondi de la situation à l’égard desdits territoires.

2°**Les engagements mentionnés aux alinéas a. et b. du premier paragraphe du présent article seront réputés parties intégrantes de la ratification et porteront des effets identiques.**

3°**Tout membre pourra renoncer par une nouvelle déclaration à tout ou partie des réserves contenues dans sa déclaration antérieure en vertu des alinéas b., c. et d. du premier paragraphe du présent article.**

4°**Tout membre pourra, pendant les périodes au cours desquelles la présente convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l’article 11, communiquer au Directeur Général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation dans des territoires déterminés.**

Art. 10  -  1°**Les déclarations communiquées du Directeur Général du Bureau International du Travail conformément aux paragraphes 4 et 5 de l’article 35 de la Constitution de l’Organisation Internationale du Travail doivent indiquer si les dispositions de la convention seront appliquées dans le territoire avec ou sans modifications, lorsque la déclaration indique que les dispositions de la convention s’appliquent sous réserve de modifications, elle doit spécifier en quoi consistent lesdites modifications.**

2°**Le membre ou les membres ou l’autorité internationale intéressés pourront renoncer entièrement ou partiellement, par une déclaration ultérieure, au droit d’invoquer une modification indiquée dans une déclaration antérieure.**

3°**Le membre ou les membres ou l’autorité internationale intéressés pourront, pendant les périodes au cours desquelles la convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l’article 11, communiquer au Directeur Général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes d’une déclaration antérieure et faisant connaître la situation en ce qui concerne l’application de cette convention.**

Art. 11 - 1°**Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l’expiration d’une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur Général du Bureau International du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu’une année après avoir été enregistrée.**

2°**Tout membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d’une année après l’expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par suite, pourra dénoncer la présente convention à l’expiration de chaque période de dix années  dans les conditions prévues au présent article.**

Art. 12  -  1°**Le Directeur Général du Bureau International du Travail notifiera à tous les membres de l’Organisation Internationale du Travail l’enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquée par les membres de l’Organisation.**

2°**En notifiant aux membres de l’Organisation l’enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur Général appellera l’attention des membres de l’Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.**

Art. 13  -  **Le Directeur Général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d’enregistrement, conformément à l’article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications, de toutes déclarations et de tous actes de dénonciation qu’il aura enregistrés conformément aux articles précédents.**

Art. 14 - **A l’expiration de chaque période de dix années à compter de l’entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d’administration du Bureau International du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l’application de la présente convention et décidera s’il y a lieu d’inscrire à l’ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.**

Art. 15  -  1°**Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :**

**a.**      La ratification par un membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l’article 14 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

**b.**     A partir de la date de l’entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des membres.

2°**La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les membres qui l’auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.**

**Art. 16** -  Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.